

Compte-rendu de la 9e journée de grève de l'interrégion

LES JOURS SE SUIVENT ET NE SE RESSEMBLENT PAS...

Hier, M. Clément (Directeur de la DAPA au Ministère de la Culture), aujourd'hui J.-P. Demoule (Notre Président), à quand le petit Nicolas ??

Une délégation d'une douzaine d'agents grévistes de l'interrégion s'est invitée à une visite de la presse nationale organisée par le service communication de la direction générale. Etaient présents des journalistes du Monde, du Figaro ... et du site internet de France 2, accompagnés de J.-P. Demoule. A l'issue de la visite, nous avons pu discuter avec le président pendant 30 minutes environ.

Il nous a assuré de la négociation en cours entre l'INRAP et le Ministère des Finances à propos du budget 2008. Une fois de plus, aucune réponse chiffrée n'est disponible. Le climat politique actuel n'est pas, nous le savons tous, à l'embauche dans les services publics. A la question des 5 emplois disparus lors du plan de résorption de la précarité, aucune réponse n'a été apportée quant à la possibilité de leur récupération. Au-delà du problème actuel, il nous a alerté sur le devenir de la fonction publique en général, durement attaquée par la Révision Générale des Politiques Publiques. Les inquiétudes émanant des aménageurs publics comme privés qui remontent à la direction générale ne concernent pas tant le coût des fouilles que les délais. Il appartient donc au Ministère des Finances de débloquent cette situation qu'il envenime ... dans quel but ?

Cependant, nos revendications dont l'écho résonne maintenant dans toute la France, commencent à être entendues en haut-lieu (sauf par notre directrice qui s'interroge toujours sur les raisons de notre mobilisation...). Combien de temps faudra t-il

leur répéter pour qu'ils les écoutent !?

De notre effort dépend, une fois de plus, la bonne mise en œuvre de nos missions.

Nous appelons tous les collègues, au niveau national, à s'engager, de quelque manière que ce soit, dans le mouvement. Diverses modalités d'actions sont envisageables :

Information de la presse lors des visites de chantier (avec panneaux, banderoles, et tout l'attirail de nos mobilisations récurrentes),

Envoi de lettres de sensibilisation à nos élus (maires et députés), de manière à ce que l'information remonte jusqu'aux Finances AVANT le 13 décembre.

De même, les agents de GSO exigent des réponses quant à leur collègue, JM Cardeilhac, qui s'est vu proposé un contrat par la direction GSO, mais ce dernier a été refusé par la DRH en raison d'un manque de diplôme, alors que son expérience de terrain est, elle, incontestable. A cette heure où GSO recherche de nombreux agents CDD, et éprouve les plus grandes difficultés à recruter des personnes expérimentées, il serait temps que la DRH s'intéresse à la réalité de notre métier et comprenne l'urgence dans laquelle nous nous trouvons !!

La Direction Nationale avait déjà demandé l'année dernière 150 ETP CDD pour le budget 2007 ; ils n'ont été obtenus qu'au prix des durs efforts de mars. Cette fois, nous n'attendrons pas janvier pour recoller les pots cassés. Une solution viable doit être votée dès le 13 décembre..

A ce sujet, il convient aussi de sensibiliser nos élus sur une véritable politique publique de l'archéologie, au sein de notre institut, afin que la colère qui nous use mais nous anime ne se réveille pas une cinquième année consécutive. Ce problème rejoint le processus de démantèlement du système national de recherche et d'éducation mis à mal par la

politique libérale actuelle qui impose un objectif de rentabilité jusque dans de domaine culturel.

LA CULTURE, L'EDUCATION ET LA RECHERCHE NE PARTICIPERONT PAS A LA MARCHANDISATION DES SERVICES PUBLICS !!

...13 décembre au CA,
en janvier tous sous contrat...